

Épilogue de la Conférence de Washington sur l'énergie

par Frank Rutter

Au cœur d'un hiver assombri par la crise du pétrole, le soleil brillant qui enveloppait Washington au moment où les ministres des Affaires étrangères de treize nations industrialisées se sont réunis en février pour la Conférence sur l'énergie, semblait une grâce des dieux. Il signalait à vrai dire un faux printemps, un de ces caprices du climat que connaît la capitale américaine, comme devait bientôt s'en apercevoir quiconque y arrivait avec des idées préconçues sur la manière de résoudre les graves incidences des problèmes énergétiques mondiaux.

Pourtant, le fait que les États-Unis avaient pu réunir dans la même enceinte les ministres de ces 13 pays paraissait en soi une réussite impressionnante. L'affaire n'était pas du tout certaine au début, mais tous finirent par poser ce que M. Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères de France, a appelé un «geste de solidarité». Toutefois, avant qu'il n'eût quitté Washington, d'aucuns ont pu trouver que les gestes du ministre français à cette Conférence relevaient d'un mode d'expression bien différent.

Grâce à la virtuosité de M. Jobert, on a assisté peut-être moins à une réunion sur l'énergie qu'à une notable mise à l'épreuve des relations entre les États-Unis et l'Europe, et de l'unité au sein même de la Communauté européenne.

La Conférence de Washington sur l'énergie, qui eut lieu du 11 au 13 février, s'est révélée quant à l'essentiel un échec mitigé; du point de vue politique, en revanche, on pourrait la qualifier de réussite modérée. Voilà bien le style épigrammatique qui a marqué ces trois journées insolites et que le ministre canadien de l'Énergie, M. Donald MacDonald, parti de bonne heure, qualifiait avec justesse de «byzantin».

Le monde n'a compris que bien tardivement l'an dernier qu'il était au seuil d'une crise énergétique, encore que d'envergure contestée; et ce n'est qu'en octobre qu'on a atteint le stade douloureux, lorsque les producteurs arabes de pétrole eurent dévoilé la puissance d'une nouvelle arme internationale, capable de paralyser les économies et de frapper avec autant

d'efficacité que n'importe quel engin de guerre.

Initiative de M. Kissinger

L'idée d'une telle conférence fut annoncée par le secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, dans un discours qu'il prononça à Londres, le 12 décembre 1973, devant la *Society of Pilgrims*. Il y proposait la création d'un «groupe d'action» mondial qui s'attaquerait aux problèmes de l'offre et de la demande du produit de base le plus essentiel aux pays industrialisés.

Le plan stratégique élaboré par M. Kissinger consistait à convoquer une série de conférences qui commencerait par une réunion des grands pays industriels, pour englober ensuite les pays moins développés et aboutir à une conférence générale des pays consommateurs et producteurs. Répondant aux premières invitations lancées le 8 janvier, treize ministres des Affaires étrangères se réunirent donc à Washington, y compris ceux du Canada, du Japon, de la France, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas, du Luxembourg, de l'Irlande, de la Norvège et du Danemark. La Communauté européenne et l'Organisation de coopération et de développement économique étaient aussi représentées collectivement.

En proposant un ordre du jour, M. Kissinger avait mentionné sept domaines de discussion et de coopération à savoir:

M. Rutter est le correspondant attitré du Vancouver Sun à Washington. Né en Angleterre où il a fait ses études, M. Rutter est venu au Canada en 1953 et y a travaillé pour des quotidiens de Winnipeg, Victoria et Vancouver. Il a été chargé de cours à l'École de journalisme de l'Université Stanford durant l'année 1969-70. Spécialiste des affaires politiques, M. Rutter a été éditorialiste au Sun avant d'être affecté, en 1973, à Washington où il s'intéresse particulièrement aux questions d'énergie. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

